



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CHER

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°18-2018-12-013

PUBLIÉ LE 14 DÉCEMBRE 2018

Sommaire

PREFECTURE DU CHER

18-2018-12-14-001 - AP palpations sécurité SNCF modificatif ac du 14 décembre au 6 janvier 2019- (2 pages)

Page 3

PREFECTURE DU CHER

18-2018-12-14-001

AP palpations sécurité SNCF modificatif ac du 14
décembre au 6 janvier 2019-



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DU CHER

Préfecture
Cabinet de la Préfète
Service des Sécurités
Bureau de la Sécurité Intérieure

Bourges le 13 décembre 2018

ARRETE n° 2018-1- 1468 du 13 décembre 2018

**portant modification de l'arrêté n° 2018-1- 1461 du 10 décembre 2018
autorisant les agents agréés du service interne de la sécurité de la SNCF
à procéder à des palpations de sécurité**

La Préfète du Cher
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code des transports, notamment ses articles L. 2251-1 et L. 2251-9 ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 613-2 ;

Vu le décret n°2007-1322 du 7 septembre 2007 relatif à l'exercice des missions des services internes de sécurité de la SNCF, notamment son article 7-4 ;

Vu le décret n°2015-845 du 10 juillet 2015 relatif aux prestations de sûreté fournies par le service interne de sécurité de la SNCF ;

Vu le décret du 9 août 2017 nommant Madame Catherine FERRIER, Préfète du Cher ;

Vu l'arrêté n° 2018-1-1461 du 10 décembre 2018 autorisant les agents agréés du service interne de la sécurité de la SNCF à procéder à des palpations de sécurité à compter du 21 décembre 2018 jusqu'au 6 janvier 2019 ;

Vu la demande présentée par le chef d'agence Centre-Val de Loire de la Direction de zone de sûreté Ouest de la SNCF le 13 janvier 2018, sollicitant une autorisation de palpations de sécurité pour la période du vendredi 14 décembre 2018 au dimanche 6 janvier 2019 inclus en raison du relèvement du plan Vigipirate au niveau « Urgence Attentat » et des grands départs pour les congés scolaires de Noël du vendredi 21 décembre 2018 au dimanche 6 janvier 2019 ;

Considérant qu'en application de l'article 7-4 du décret du 7 septembre 2007 susvisé, les agents du service interne de sécurité de la SNCF, spécialement habilités à cet effet et agréés par l'État, ne peuvent réaliser des palpations de sécurité dans les gares, stations, arrêts et véhicules de transport, que dans les limites de durée et de lieux déterminés par l'arrêté préfectoral constatant l'existence de circonstances particulières susceptibles d'engendrer une menace grave pour la sécurité publique ;

Considérant que les attentats et tentatives d'attentats récents en France, concernant notamment le transport ferroviaire (attentat manqué du Thalys le 21 août 2015 et attentat de la gare Saint-Charles à Marseille le 1^{er} octobre 2017) traduisent un niveau élevé de menace terroriste ; que les transports en commun constituent une cible particulièrement vulnérable en période de vacances scolaires ;

Considérant que l'état de la menace terroriste précitée caractérise l'existence de circonstances particulières

susceptibles d'engendrer une menace grave à l'ordre public au sens des articles L. 613-2 du code de la sécurité intérieure et 7-4 du décret du décret du 7 septembre 2007 ;

2

Considérant qu'en application des articles L. 2251-9 du code des transports et L. 613-2 du code de la sécurité intérieure, les agents du service interne de sécurité de la SNCF peuvent procéder à l'inspection visuelle des bagages et, avec le consentement de leur propriétaire, à leur fouille ;

Considérant qu'il apparaît nécessaire, en plus des prérogatives précitées, de permettre aux agents du service interne de sécurité de la SNCF, spécialement habilités à cet effet et agréés par l'État, de procéder, avec le consentement de leur propriétaire, à des palpations de sécurité ;

Sur la proposition de Monsieur le Sous-préfet de Vierzon :

ARRÊTE :

Article 1^{er} : du **vendredi 14 décembre 2018 au dimanche 6 janvier 2019 inclus**, les agents agréés du service interne de sécurité de la SNCF sont autorisés à procéder, avec le consentement de leur propriétaire, à des palpations de sécurité dans les gares, stations, arrêts et véhicules de transport situés dans les lieux suivants :

- gare de Bourges ;
- gare de Vierzon.

Article 2 : le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois suivant sa publication, d'un recours gracieux auprès de Madame la Préfète du Cher (Place Marcel Plaisant, 18020 BOURGES) ; d'un recours hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur (Place Beauvau, 75008 PARIS) ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans (28 avenue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS Cedex).

Article 3 : le présent arrêté annule et remplace l'arrêté 2018-1-1461 du 10 décembre 2018.

Article 4 : le Sous-préfet de Vierzon et Madame la Directrice départementale de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Cher et dont un exemplaire sera adressé à Monsieur le Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Bourges.

Pour la Préfète et par délégation,
le Sous-préfet de Vierzon,

signé : Patrick VAUTIER